

Carte Blanche
Conférence 5 : 26 mars 2008.
Michel Coomans, prés. Héraclite & seven Pillars asbl.

Quel rôle joue encore l'Etat aujourd'hui ?
Quelle Europe voulons-nous ?
Quelle gouvernance globale et locale ?

Aujourd'hui, les Etats ne sont plus seulement confrontés entre eux sur la scène internationale mais aussi à d'autres acteurs qui sont apparus dans la globalisation et que l'on appelle « Acteurs Non Etatiques ».

Dans le partage du pouvoir dans le monde, d'autres acteurs apparaissant, le pouvoir des Etats eux-mêmes ne pouvait donc que diminuer et ce d'autant plus que

- (1) les autres acteurs étaient puissants et que
- (2) certains de ceux-ci disposaient d'un pouvoir plutôt monolithique au niveau global, alors que les Etats, eux, restaient divisés entre eux et séparément coincés dans leurs frontières, et leur pouvoir en même temps.

Qui sont ces acteurs non étatiques ?

- (1) Le capitalisme en général et les entreprises en particulier, qui, en dépit de la concurrence qu'elles se livrent se rejoignent sur une seule valeur : le profit.
- (2) Les ONG qui, moins monolithiques, défendent un ensemble de valeurs autres que le profit telles que la solidarité sociale, la solidarité Nord-Sud et l'environnement. Celles-ci agissent donc en ordre plus dispersé, comme en témoignent les dissonances au sein de l'altermondialiste.
- (3) Les organisations internationales au sein desquelles les Etats tentent de se regrouper, à diverses échelles et dans divers buts, afin d'accroître leur pouvoir trop dispersé. Parmi ces organisations, il y a l'ONU et ses agences spécialisées, ou la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC, dont on dit souvent qu'elles sont inféodées au capitalisme ou au moins en font le jeu. Parmi ces organisations, il y a aussi l'Union Européenne.
- (4) Parmi tous les autres Acteurs Non Etatiques, et il y en a beaucoup, il faut aussi citer le terrorisme et les mafias, souvent très organisées internationalement.

Or du fait de la mondialisation et de ses conséquences planétaires, les Etats sont confrontés à de multiples défis, nouveaux ou pas mais de plus grande ampleur et d'ordres politique, économique, écologique, social et culturel, sur lesquels ils semblent avoir de moins en moins d'emprise, par exemples, sur les règles du jeu économique, monétaire et financier international et, notamment, sur la spéculation qui déstabilise les marchés ou sur les délocalisations des entreprises contre lesquelles les Etats ont peu de pouvoir. L'Etat a des frontières, le capitalisme n'en a pas.

Jusque là, le pouvoir étatique est rogné d'en haut, à l'international.

Mais il est aussi rogné d'en bas. En effet, à l'heure où la démocratie participative s'élève au rang de la démocratie représentative, au sein même de l'Etat, celui-ci perd encore de son homogénéité en cherchant à satisfaire des organisations locales dont les intérêts sont souvent divergents.

Il faut souligner ici que, tant à l'international qu'au local, la légitimité des acteurs non étatiques, y compris les ONG, n'est pas nécessairement prouvée, en tout cas démocratiquement.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut considérer, c'est que, dans la globalisation, l'Etat-Nation a vu son pouvoir de régulateur démocratique dilué.

En conséquence, nos sociétés se caractérisent par, d'une part, la domination ou l'imposition plus ou moins consciente du système de valeurs matérialiste privilégiant l'économie, la consommation et la technologie, et, d'autre part, l'apparition de formes de résistances multiples ancrées d'autres systèmes de valeurs plus humanistes et naturels.

Il y a donc matière à recherche et évolution vers de nouveaux équilibres en terme de pouvoirs, vers des formes plus respectueuses des différents systèmes de valeurs envisagés plus haut, et peut-être vers de nouvelles formes de pouvoir, à la fois globaux et locaux.

Le but ultime est d'arriver à s'entendre et à gouverner de façon cohérente et efficace en vue de faire face à des défis majeurs. Et le principe démocratique voudrait que l'individu reste l'arbitre de ces équilibres et de ces pouvoirs en exprimant clairement ses choix, c'est-à-dire sa conception du bien commun, auprès de l'Etat ou d'autres acteurs de proximité en aval et, en amont, auprès des pouvoirs internationaux par la voix et la volonté des Etats.

Dans ce jeu de pouvoirs, quelle est donc la place de l'Etat aujourd'hui et quel rôle doit il jouer ? C'est la première question posée à nos orateurs.

Enfin, venons en à l'Europe. Son principe n'est sans doute pas contestable. Elle a apporté la paix en Europe, un surcroît de prospérité et, semble-t-il, mais ceci reste encore à confirmer, un surcroît de pouvoir d'influence dans le monde.

Ce pouvoir se fonderait sur trois choses :

- (1) Sa puissance économique qui est réelle mais sans doute proportionnellement décroissante,
- (2) ses valeurs dites « européennes » qui sont reliées à son « modèle social » et lui permettent de mettre des conditions à sa coopération ou, comme disent certains, de faire la morale à tout le monde alors qu'elle est elle-même loin d'être exemplaire et, enfin,
- (3) la force de parler dans le monde d'une seule voix à 27 au lieu de 27 voix dispersées.

Evidemment, ce portrait idéal relève d'un langage officiel car, par ailleurs :

- on reproche à l'Europe d'être inféodée aux Etats-Unis,
- on reproche à l'Europe d'être capitaliste ou, en tout cas, plus libérale que sociale,
- on met en doute la fiabilité, l'équilibre ou la crédibilité de son modèle social,
- on met en doute la cohérence de ses valeurs dans l'application de ses conditionnalités à deux poids et deux mesures,
- etc.

Donc, dernière question : quelle Europe voulons-nous ?

Pour ma part, j'attirerai l'attention sur un point capital. Il faut d'abord que nous déterminions nous-même ce que nous voulons : quelles valeurs voulons-nous ? Et sommes-nous cohérents dans nos propres choix de valeur ?

Je vois en tout cas, par exemples, que nous prônons l'équité et le développement pour le tiers monde mais qu'en même temps nous préférons garder le travail chez nous, sans que cela nous

empêche d'acheter les produits de chez eux parce qu'ils sont moins chers, précisément parce qu'ils relèvent souvent de l'exploitation. Personnellement, je ne trouve pas cela très cohérent.

Mais ceci ne devrait pas empêcher nos orateurs de s'exprimer et de répondre aux trois questions que je rappelle :

- 1/ Quelle est la place de l'Etat aujourd'hui ?
- 2/ Quel rôle doit il jouer ?
- 3/ Quelle Europe voulons-nous ?